

Après le Mariage pour tous, voici l'Enfant pour tous



Article rédigé par *Ivan Rioufol*, le 29 juin 2017

"L'avis du Comité consultatif national d'éthique, favorable à l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes et non plus aux seuls couples hétérosexuels stériles, a été annoncé mardi. Dimanche dernier, la Gay Pride parisienne avait fait de cette reconnaissance son mot d'ordre politique, au nom de l'égalitarisme et de la non-discrimination.

S'inclinant devant cette procession foutraque et vulgaire désormais institutionnalisée, Emmanuel Macron avait salué par tweet "la France arc-en-ciel. Nous sommes riches de nos diversités, soyons-en fiers ! #MarcheDesFiertés #LoveisLove". Peu auparavant, la mairie de Paris avait fait savoir qu'elle entendait être "la ville phare de l'inclusion et de la diversité". L'élus parisien Jean-Luc Romero, à la pointe du militantisme homosexuel, avait rappelé que "Paris, ville des droits de l'Homme", était déjà "LGBTIQ-friendly", c'est-à-dire copine avec les homos, les lesbiennes, les transsexuels et autres. La capitale recevra d'ailleurs les Gay Games en 2018. Elle compte aussi développer le tourisme homosexuel. Ce vendredi, le Bundestag allemand devrait pour sa part légaliser à son tour le mariage homosexuel, accusant un net retard dans la "modernité" revendiquée par les minorités sexuelles. Elles sont prêtes à brandir l'homophobie en riposte à la moindre critique, comme les exaltés islamistes le font en utilisant l'islamophobie pour clouer le bec.

Observer le Comité d'éthique emboîter le pas de la Gay Pride en lui offrant ce qu'elle réclamait deux jours auparavant dans les rues de Paris n'est peut-être qu'un hasard de calendrier. Cette concordance des temps souligne néanmoins la puissance acquise par le militantisme gay, capable d'embrigader de fins esprits au nom d'idéologies saugrenues. L'**obsession de la non-discrimination**, qui est à la base des exigences des minorités sexuelles ou religieuses, est une instrumentalisation des droits de l'Homme qui les dénature. Elle en vient, ici, à ignorer les droits de l'Enfant. *La Croix* de ce mercredi rappelle que **la Convention internationale des droits de l'Enfant, ratifiée par la France, prévoit (article 7) que l'enfant a "dans la mesure du possible le droit de connaître ses parents"**. Ce droit lui est enlevé dans le cas de PMA sans père puisque le donneur reste anonyme. A cette première possible violence existentielle imposé par des femmes ou couples de femmes n'écoulant que leurs désirs s'ajoute cette autre violence consistant à supprimer la place du père dans la conception et l'éducation de l'enfant. Ce **droit à l'enfant**, vers quoi ouvre en fait l'avis du Comité d'éthique, est une porte ouverte à la marchandisation des fœtus, des grossesses, des naissances. Au nom d'une non-discrimination absurde (la femme et l'homme sont dissemblables par nature), le **pouvoir gay** se montre dans sa dangereuse tyrannie. Macron, qui dit vouloir une société apaisée, osera-t-il y résister ?"

Source : Salon Beige